

pour le socialisme

**SPECIAL
LIBAN**



ISRAEL, AGRESSEUR, HORS DU LIBAN !

**Halte au massacre des peuples
palestinien et libanais !**

Soutien à l'OLP !

**Reconnaissance des droits nationaux
palestiniens !**

**SOLIDARITÉ SANS RESERVE DE LA GAUCHE
AVEC LES PEUPLES AGRESSÉS !**

SOUR, Nabatieh, Saïda, Damour, Jezzine... C'est maintenant un quart du territoire libanais qui se trouve concerné par l'offensive de l'armée israélienne. Et chacun se demande si demain, ce ne sera pas le tour de Beyrouth, déjà très lourdement pilonnée par air et par mer. Résolutions de l'ONU, rideau de casques bleus disposé après la dernière des invasions israéliennes, en

Suite page 2

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (PCR) — 10 juin 82 — 10 heures

SUITE DE LA UNE

1978 : aucune instance représentative du droit international ne se trouve respectée par l'Etat israélien.

Les justifications apportées à cette opération ? L'assassinat de l'ambassadeur israélien à Londres ; mais chacun voit bien aujourd'hui qu'il n'y a aucune commune mesure entre les deux événements. Chacun sait aussi que, depuis de longs mois, cette opération était planifiée et que seule la date en restait incertaine. Le bombardement de la Galilée par l'artillerie palestinienne : faut-il rappeler que l'OLP ne s'y est résolu qu'après que l'aviation israélienne ait repris avec une violence inouïe ses bombardements du Liban, en violation du cessez-le-feu intervenu en juillet dernier ?

CES derniers mois, le gouvernement Begin a amplement démontré, en plusieurs occasions, qu'il était engagé désormais dans une politique jusqu'au-boutiste de guerre à outrance. Rappelons, en décembre dernier, l'annexion du Golan, territoire syrien occupé depuis 1967, et la répression menée à sa suite contre les Druzes qui l'habitent, et qui refusaient cette mesure. Rappelons les provocations systématiques contre les populations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, et l'atmosphère de terreur qu'y font régner l'armée et les colons du Goush Emounim, face à une révolte massive.

S'il en était encore besoin, le type de guerre mené actuellement par l'armée israélienne au Liban viendrait mettre à nu la nature de cette politique : qu'avaient fait à Monsieur Begin les vingt enfants écrasés par une bombe dans un autocar, sur la route du Sud ? Que lui avaient fait les Bédouins qui installent tous les ans, à Khaldé, leur campement, avec leurs chèvres et leurs moutons, et que son aviation a également pris pour cible ? Terreur aveugle, massacre, destruction systématique : tels sont bien les traits dominants de la nouvelle incursion israélienne en territoire libanais. Morts et blessés par milliers, populations

massivement contraintes à l'exode, quand elles parviennent à échapper au feu israélien, matraquage systématique, par tous les moyens de la guerre moderne, des villes libanaises et des camps où vivent les Palestiniens qui ont dû fuir leur pays depuis 1948 : le terrorisme, la barbarie, sont ici d'un côté et d'un seul, et c'est du côté israélien.

Il faut en finir une fois pour toutes avec la bonne conscience occidentale qui prétend se laver de la tache hitlérienne en donnant son aval aux crimes israéliens. Car aujourd'hui, pour les armées de Menahem Begin, la situation se trouve exactement renversée : ce sont les Arabes qui ne sont plus considérés comme des hommes.

Reste le mythe guerrier d'une armée invincible, dont on nous répète à satiété que son avance est foudroyante, qu'elle balaye tout sur son passage... Pourtant, avec une supériorité technique écrasante, avec un nombre de combattants plusieurs fois supérieur aux forces palestiniennes, ce n'est pas une simple promenade à laquelle l'armée israélienne est en train de se livrer : tandis que tombent les hâtings communiqués de victoires, des informations contradictoires filtrent ici et là : trois jours après l'annonce de la prise de Sour, on apprend que des combats s'y livrent encore. Les « lâches terroristes » deviennent, dans les quelques récits de soldats israéliens qui passent la censure, des combattants courageux tout à fait en mesure de leur donner du fil à retordre.

CAR cette guerre, l'ampleur qu'elle revêt, les moyens déployés par Israël, viennent apporter une démonstration : le peuple palestinien existe, l'OLP est son représentant, c'est elle qui porte ses espoirs et qui l'organise, non seulement dans les camps du Liban, mais aussi dans ceux de Jordanie, dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza, occupés depuis 1967, et qui aujourd'hui se soulèvent en soutien à leurs frères du Liban, et jusque sur le territoire sur lequel Israël s'est constitué en 1948. Le sens du combat, c'est

de refuser l'inacceptable : et l'exode de la moitié d'un peuple, qui a vu ses villages détruits en 1948 pour être remplacés par les implantations israéliennes, et le joug de l'occupation militaire subi depuis 1967 par l'autre moitié.

Certes, les Palestiniens peuvent sembler aujourd'hui bien isolés : les conséquences dévastatrices qu'a eues dans la région l'attaque irakienne contre l'Iran, qui est venue ajouter une profonde division aux hésitations traditionnelles des régimes arabes dans leur soutien aux Palestiniens, font aujourd'hui la partie belle à Menahem Begin. Mais, d'une manière ou d'une autre, le traumatisme de l'invasion du Liban est appelé à bouleverser cette situation en remettant au premier plan le problème palestinien, qui reste une préoccupation majeure pour les peuples arabes de la région.

A une échelle plus large, l'intervention israélienne au Liban est venue poser une grave question : celle de la capacité de l'Europe à mener sur la scène internationale une politique indépendante. La tiédeur des réactions lors du sommet de Versailles n'a guère conforté la perspective d'une communauté européenne capable de dégager, dans ses rapports avec le Tiers-Monde, une ligne indépendante de celle des Etats-Unis, engagés dans un soutien à peine voilé à l'opération de Begin. De ce point de vue, on ne saurait trop insister sur le poids qui pourrait avoir l'action du gouvernement de gauche français, et sur les graves conséquences qu'auraient, dans sa politique internationale, la poursuite d'une attitude de neutralité que rien ne justifie.

Se mobiliser sans attendre pour le soutien aux peuples palestinien et libanais, contre l'invasion israélienne.

Faire peser le poids de cette mobilisation dans les prises de positions gouvernementales. Telles sont les tâches impérieuses de l'heure.

Le sens d'une invasion

POURQUOI, le vendredi 4 juin, l'aviation israélienne a-t-elle matraqué les quartiers de Beyrouth habités surtout par les Palestiniens ?

A cause, paraît-il, de l'attentat contre l'ambassadeur israélien à Londres, perpétré par un groupe dont on a révélé depuis

qu'une autre des victimes désignées était... le représentant de l'OLP ?

Pourquoi, le dimanche 6 juin, les troupes israéliennes ont-elles envahi le Sud-Liban ?

A cause, paraît-il, du bombardement par les Palestiniens de localités de la Galilée, et pour repousser

à 40 kms de la frontière les forces de l'OLP.

Mais alors, pourquoi, ces mêmes troupes israéliennes se trouvent-elles des dizaines de kilomètres plus au Nord, aux portes de la capitale ? Pourquoi, systématiquement, s'attachent-elles à rechercher le contact avec une armée

lancée au Liban par Menahem Begin et son état-major. Toute logique peut sembler absente de la politique israélienne, retanchée derrière un rideau de propagande à usage interne et externe. Mais parmi les déclarations contradictoires des dirigeants israéliens, il en est qui, à l'épreuve des faits, se révèlent conformes à la politique effectivement menée. En voici quelques-unes, auxquelles jusqu'ici on n'avait pas accordé toute l'attention nécessaire.

Menahem Begin, le 25 avril : « Nous devons désormais redoubler d'efforts pour augmenter et étendre nos implantations dans le Golan, en Judée et Samarie, dans la région de Gaza. » Et : « Comment voulez-vous qu'Israël puisse annexer une partie de son propre territoire ? » (il s'agit ici de la Cisjordanie et de Gaza).

Ytshak Shamir (ministre des Affaires étrangères), le 3 juin : « Nous devons agir pour la destruction définitive de l'OLP. »

« Israël continue d'aspérer à la signature d'un traité de paix avec un Liban indépendant dont l'intégrité du territoire aura été préservée » (communiqué gouvernemental le jour du déclenchement de l'opération)

Menahem Begin : « Un des buts de notre opération est le retrait de l'armée syrienne de cette région » (le Liban).

Une politique cohérente

Le fil d'une politique cohérente, corroborée par les faits, relie entre elles ces différentes prises de position. Tout d'abord, après avoir longtemps laissé planer le doute quant à ses intentions concernant la Cisjordanie et Gaza, territoires occupés en 1967, Israël est manifestement décidé à les annexer formellement : les provocations et la répression dirigées contre la population de ces régions depuis plusieurs mois visent à briser sa résistance dans ce but. Facteur de résistance décisif pour ces Palestiniens de l'intérieur : l'existence de l'OLP, forte de son existence militaire et de ses positions internationales, et qui incarne ses aspirations aussi bien que celles de tous les exilés.

« Briser l'OLP » est donc nécessaire. Aucune opération limitée au Sud-Liban n'y peut réussir, car elle ne ferait que repousser plus au Nord l'adversaire. Dans la logique militaire de l'état-major et du gouvernement israélien, c'est la destruction totale qui est visée : d'où les opérations de fractionnement, d'encerclement dans des poches où civils libanais et palestiniens, pris au piège, paient aujourd'hui le prix des ambitions israéliennes. D'où le fait que, sous réserve d'une crainte de dernière minute des réactions internationales, la ré-

gion Ouest de Beyrouth semble bien devoir être la cible ultime de l'invasion israélienne.

Faisant d'une pierre coups, Israël n'espérait-il pas alors, ses forces ayant fait leur jonction avec celles des Phalangistes libanais, leur remettre le pays et signer la paix avec un régime dont « l'indépendance » correspondrait à la curieuse conception qu'il s'en fait ? Et dans cette optique, n'est-il pas encore logique qu'il tente de repousser le plus possible les Syriens du Liban, pour que la souveraineté du nouveau gouvernement concerne le territoire dans son « intégralité » ? Tels risquent bien d'être les rêves fous qu'on fait à Tel-Aviv.

Qu'est-ce qui, jusqu'ici, a permis leur apparent début de réalisation ? En premier lieu, la passivité des régimes arabes, paralysés par leurs divisions. En deuxième lieu, l'aval américain et la mollesse insignifiante des relations européennes. Sur ce dernier point, nous pouvons agir.

La logique internationale qui a présidé, en 1948, à la fondation d'Israël sur les ruines de centaines de villages palestiniens vidés de leurs habitants, en 1967, à l'occupation de nouveaux territoires, est à l'œuvre aujourd'hui au Liban. Les peuples palestinien et libanais ne doivent pas rester seuls.

Il est temps que le peuple de gauche fasse, ici, entendre sa voix.

Jean LERMET

1981-82 : un an de marche forcée vers le « Grand Israël »

L'AGRESSION israélienne de cette semaine ne peut être considérée ni comme une surprise, ni comme l'indice d'une évolution majeure des dirigeants sionistes. Bien au contraire, un rapide examen des événements des derniers mois indique clairement combien l'agression israélienne était préméditée, et combien elle s'inscrit dans le droit fil d'une politique constante de guerre.

Rappelons tout d'abord que c'est le 14 mars 1978 que les Israéliens ont envahi pour la première fois le Liban. Il s'agissait déjà, paraît-il, d'une « opération de police limitée » qui avait abouti à une guerre de 15 jours et à l'occupation d'un sixième du territoire libanais. Quand les Israéliens se retirent un mois plus tard, laissant pour partie la place aux casques bleus de la FINUL, ils confient aux milices pro-israéliennes de Saad Haddad le contrôle d'une large bande du territoire libanais tout au long de la frontière.

En janvier, en avril et en juillet 1979, les Israéliens lancent des raids et organisent des bombardements sur les camps palestiniens et les villes libanaises, au nom de la « guerre préventive ». Begin fait savoir dès ce moment que la présence de la FINUL n'empêchera pas Israël de mener des actions au-delà de ses frontières.

Les bombardements épisodiques se poursuivent en 1980. Begin faisant savoir en octobre qu'il se réserve « le droit d'intervenir à tout moment au Sud-Liban contre les organisations palestiniennes ».

Suite aux bombardements de Saïda et de Tyr en avril 1981, Yasser Arafat envoie un message à plusieurs gouvernements annonçant une escalade militaire et une probable agression ouverte des sionistes contre le Liban. De fait, les actes de guerre ne vont pratiquement plus cesser depuis cette date.

Le 14 juillet 1981, les Israéliens lancent une vaste opération aérienne contre les camps de réfugiés palestiniens, faisant plus de vingt morts. Les Palestiniens ripostent en bombardant à la roquette une portion du territoire israélien. Pendant 15 jours, jusqu'au 24 juillet, le Liban est bombardé sans interruption par l'aviation sioniste. Les raids du 17 juillet sur la capitale libanaise

font à eux seuls 186 morts et 600 blessés. Un bilan partiel des bombardements fera état de 500 tués en une semaine parmi la population civile du Liban. Israël cesse ses actions après l'intervention des Etats-Unis, lesquels font savoir qu'ils prolongent l'embargo sur la livraison d'avions F 15 et F 16 à Israël décidé en juin après l'opération contre la centrale irakienne de Tamuz.

Le 5 août, le nouveau gouvernement de Begin est investi par la Knesset, grâce au soutien des éléments religieux les plus à droite, partisans du « Grand Israël ». De fait, ce gouvernement s'affirme nettement proche des « ultras », avec notamment la présence d'Ariel Sharon au ministère de la Défense.

Le 17 août, les Etats-Unis lèvent l'embargo sur la livraison des F 15 et F 16. Cet embargo, annoncé à grand renfort de publicité, n'aura pas duré deux mois...

Les 9 et 10 septembre, Begin est reçu très chaleureusement à Washington où est signé un « accord de coopération stratégique » entre Israël et les Etats-Unis. Cet accord prévoit entre autre le passage de l'aide des Etats-Unis de 2,2 à 3 milliards de dollars, l'organisation de manœuvres communes aux deux armées et le stockage en Israël d'armes et de munitions américaines.

Une semaine plus tard, le 14 décembre, la Knesset vote l'annexion définitive du Golan, occupé au mépris de toutes les résolutions internationales depuis 1967. Les critiques américaines amènent Begin à « annuler » l'accord de coopération stratégique avec les Etats-Unis, et elles sont qualifiées par le Premier Ministre israélien « d'ignobles et antisémites ».

L'ensemble des pays arabes, sauf l'Egypte, de même que les ministres de la CEE et les Etats-Unis condamnent l'annexion du Golan. Pourtant, le 20 janvier, les USA font jouer leur veto pour empêcher une condamnation d'Israël par le Conseil de Sécurité. La France s'abstient dans ce vote. Les habitants druzes du Golan refusent d'échanger leurs cartes d'identité syriennes contre des papiers israéliens. En représailles, l'armée fait pendant de longs jours le blocus total de leurs villages.

Pendant ce temps, les manifestations et la résistance

à l'occupation de la Cisjordanie n'ont pas cessé. Pourtant, et selon un processus bien connu, c'est moins de 15 jours après un acte de reconnaissance internationale la visite de Mitterrand, qu'Israël décide de franchir un

Répression en Cisjordanie.



nouveau pas en dissolvant plusieurs conseils municipaux palestiniens. L'objectif ouvertement avoué par le ministre de la Défense Sharon est l'ouverture d'un « processus d'annexion » de la Cisjordanie, semblable à celui du Golan.

Les occupants israéliens, en substituant une « administration civile » au gouvernement militaire, font les premiers pas juridiques dans cette direction. Ils tentent en même temps, sans succès, de mettre sur pied une « ligue des villages » pour dégager des collaborateurs palestiniens. Des semaines durant, la résistance acharnée, les grèves générales, les manifestations incessantes de la population palestinienne, font l'objet d'une répression sans précédent. L'armée, aux côtés des colons en armes, tire à vue sur les manifestants désarmés, faisant des dizaines de victimes de tous âges.

Réprimant dans le sang en Cisjordanie, poursuivant le rêve du « Grand Israël » en annexant le Golan, Begin continue ainsi ses actions de guerre contre le Liban. Prenant prétexte de l'assassinat du diplomate Barsimantov à Paris, l'aviation israélienne bombarde à nouveau les camps palestiniens de Beyrouth le 21 avril, faisant plusieurs dizaines de morts.

En mai, et pour la première fois depuis le cessez-le-feu de juillet 1981, les Palestiniens ripostent aux agressions sionistes en bombardant le territoire israélien.

Dès le 14 mai, des mouvements de troupes sont observés à la frontière israélo-libanaise, et l'état-major d'Israël fait savoir son intention de « venir à bout des Palestiniens ».

Le 4 juin, l'armée sioniste lance son offensive.

Israël a franchi ces derniers mois un nouveau pas dans sa politique d'expansion : le gouvernement Begin caresse la folle ambition de parachever l'œuvre entreprise en 1948 par l'expulsion de la moitié du peuple palestinien : liquidation totale de l'OLP au Liban, soumission des Palestiniens de l'intérieur dans le cadre d'un « Grand Israël » : tels sont aujourd'hui, manifestement, les buts poursuivis.



syrienne que le gouvernement Begin prétendait vouloir éviter, et qui n'a cessé jusqu'ici de décrocher devant elles ?

Déclarations d'intention

Un à un, tombent les prétextes de l'opération

La machine de guerre israélienne sur les côtes libanaises.



Avec les peuples palestinien et libanais pour la défense de la paix

L'invasion et l'occupation du Liban par les troupes de Begin ne constituent pas seulement une aggravation brutale et sanglante de la situation au Proche-Orient. Cette agression ne peut se faire qu'avec l'approbation et la complicité des Etats-Unis. Elle n'a pas été, pour le moment, enrayée par l'action des gouvernements européens. Cette agression remet gravement en cause les relations de l'Europe et du Tiers-Monde. Dans la mesure où l'on peut estimer que le développement de nouvelles relations entre l'Europe et le Tiers-Monde constitue un élément essentiel de la défense de la paix, l'invasion du Liban contribue à aggraver la tension internationale et la confrontation des deux blocs à travers le monde.

Il est clair en effet que, depuis un an, la politique agressive de Begin n'a cessé d'être encouragée par Reagan, malgré quelques désaccords portant sur la tactique. Rappelons que, une fois de plus, l'entreprise expansionniste du gouvernement israélien est totalement couverte à l'ONU par le veto américain qui bloque systématiquement depuis toujours les condamnations du Conseil de Sécurité à l'en-

contre de l'Etat sioniste. En même temps, les livraisons d'armes américaines continuent à alimenter la machine de guerre de l'armée israélienne, tandis que Reagan persiste à « déplorer » la situation en mettant sur le même plan agresseur et agressés.

La complicité des USA étant établie, il aurait été souhaitable que la voix de l'Europe se fasse entendre pour condamner fermement l'agression, la sanctionner et y faire obstacle.

Depuis un an, le gouvernement socialiste a tracé les perspectives d'une politique extérieure nouvelle : contre les blocs, pour le non-alignement, pour le développement de la solidarité avec le Tiers-Monde. Il l'a mise en œuvre par des initiatives positives : condamnation de l'Afrique du Sud, soutien à la guérilla du Salvador, sommet de Cancun...

Mais en ce qui concerne l'invasion du Liban, il faut malheureusement reconnaître que, pour le moment, les réactions des pays européens, y compris celle du gouvernement français n'ont pas été à la hauteur des événements. Il est vrai que, mercredi, les ministres des Affaires Etrangères des pays européens condamnaient l'agression

tandis que François Mitterrand la dénonçait également au cours de sa conférence de presse, annonçant l'annulation de la réunion de la commission mixte Franco-Israélienne. Mais il faut souligner le caractère tardif et peu efficace de ces condamnations. Dimanche, à l'issue du sommet de Versailles, le président français ne faisait état que de sa « réprobation ». Il a fallu attendre quatre jours, pendant lesquels l'armée israélienne a poursuivi son invasion massive jusqu'aux faubourgs de Beyrouth, pour que la France et l'Europe prononcent une condamnation sans envisager pour le moment de pressions et de sanctions permettant d'entraver la politique agressive du gouvernement Begin. Une fois de plus, les prétendues justifications historiques de l'Etat sioniste, la mauvaise conscience à l'égard des Juifs, la complaisance de certains semblent paralyser la politique européenne au Proche-Orient.

Seule une politique de condamnation énergique et sans ambiguïté des agressions de Begin peut donner une crédibilité à la politique du gouvernement socialiste en direction du Tiers-Monde. L'insuffisance des réactions françai-

ses et européennes à l'invasion du Liban fait obstacle à la constitution d'un axe Europe-Tiers-Monde, indépendant des blocs, nécessaire à la défense de la paix.

En effet, l'attitude des dirigeants européens risque de faire apparaître aux yeux des pays arabes, l'Europe comme complice des USA et menant une politique de bloc. Elle compromet la reconstitution d'une unité arabe indépendante des deux blocs, certains régimes pouvant être tentés de se rapprocher des USA, tandis que d'autres peuvent être rejetés du côté du bloc soviétique.

Il faut donc que la solidarité européenne à l'égard des peuples palestinien et libanais se développe comme elle s'est développée pour les peuples afghan, polonais et les peuples d'Amérique centrale.

C'est aujourd'hui la tâche urgente de ceux qui militent pour la défense de la paix et l'indépendance de l'Europe que de développer un mouvement d'opinion et des pressions sur le gouvernement pour l'adoption de telles positions.

J.P. Champagny



Un tank israélien brûle près de Beyrouth.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCR

NOM

PRENOM

ADRESSE

ECRIRE A :

POUR LE SOCIALISME c/o FRONT ROUGE BP 68 PARIS 75019

Tanks israéliens... sous l'œil d'un poste de l'ONU.

